|  |
| --- |
| François Chesnais  professeur associé à l’Université Paris 13. Économiste et militant au Nouveau Parti anticapitaliste, il fait partie du conseil scientifique d’Attac  (2003)  “FORUM SOCIAL EUROPÉEN (FSE) France.  Comment défendre l’emploi ? Comment ouvrir l’avenir ?”  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

*Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi*

*Courriel:* [*classiques.sc.soc@gmail.com*](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)

*Site web pédagogique :* [*http://jmt-sociologue.uqac.ca/*](http://jmt-sociologue.uqac.ca/)

*à partir du texte de :*

François Chesnais

[professeur associé à l’Université Paris 13. Économiste et militant au Nouveau Parti anticapitaliste,
il fait partie du conseil scientifique d’Attac.]

**“Forum social européen (FSE) France. Comment défendre l’emploi ? Comment ouvrir l’avenir ?”**

[](http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article719)

16 novembre 2003. [[EN LIGNE](http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article719)] **La Gauche. Journal pour l’indépendance, le féminisme et le socialisme**.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur et la direction de la revue ***Carré rouge*** le 31 juin 2011 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Boite_aux_lettres_clair Courriels : François Chesnais : [chesnaisf@free.fr](mailto:chesnaisf@free.fr) et  
 Lise Slama (Carré rouge) : [lise.slama@wanadoo.fr](mailto:lise.slama@wanadoo.fr)

Revue **Carré rouge**: <http://www.carre-rouge.org/>

Polices de caractères utilisée : pour le texte: Comic Sans 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’)

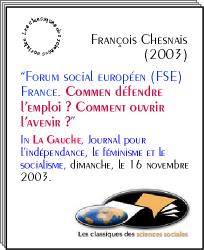
Édition numérique réalisée le 1er juillet 2011, revue le 7 février 2020 à Chicoutimi, Québec.

fait_sur_mac

François Chesnais

professeur associé à l’Université Paris 13. Économiste et militant  
au Nouveau Parti anticapitaliste,
il fait partie du conseil scientifique d’Attac

“Forum social européen (FSE) France.  
Comment défendre l’emploi ?  
Comment ouvrir l’avenir ?.”



16 novembre 2003. [[EN LIGNE](http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article719)] **La Gauche. Journal pour l’indépendance, le féminisme et le socialisme**.

Table des matières

[Introduction](#FSE_intro)

[Accroissement accéléré du chômage, libre jeu des lois du profit, déréglementation](#FSE_1)

[Seule l’action propre des travailleurs peut « interdire les licenciements »](#FSE_2)

[Cesser de se tourner vers l’État comme relais des revendications](#FSE_3)

[Des gouvernements de l’UMP et de l’UDF comme seul horizon ?](#FSE_4)

[« Que vaut ce système s’il ne peut pas garantir l’emploi ?](#FSE_5)

[Quel combat politique programmatique, préparatoire aux luttes qui s’annoncent ?](#FSE_6)

[« Europe des travailleurs » et plan d’urgence à l’échelle européenne](#FSE_7)

François Chesnais

professeur associé à l’Université Paris 13. Économiste et militant  
au Nouveau Parti anticapitaliste,
il fait partie du conseil scientifique d’Attac

**“Forum social européen (FSE) France.  
Comment défendre l’emploi ? Comment ouvrir l’avenir ?**”

16 novembre 2003. [[EN LIGNE](http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article719)] **La Gauche. Journal pour l’indépendance, le féminisme et le socialisme**.

<http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article719>

[](http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article719)Introduction

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le Forum social européen va se réunit depuis hier à Saint-Denis et Bobigny. Le contexte économique et politique est tel que le FSE ne pourra pas se dérouler en dehors de la situation politique et sociale en France, de façon « extérieure » à celle-ci. En tout état de cause, faire en sorte qu’il y ait fusion entre les débats du FSE et la situation des salarié·e·s en France reste plus que jamais un enjeu majeur pour le mouvement anti-capitaliste.

Celui-ci est une composante du mouvement altermondialiste au sein duquel il y a d’autres sensibilités et d’autres options. Il en reconnaît la légitimité, mais il exige d’eux la même chose en retour. Le mouvement anti-capitaliste inclut les organisations d’extrême gauche qui veulent y travailler, mais il n’est pas identifiable à celles-ci.

La situation politique française a certains traits importants qui lui sont propres et qui sont présentés plus loin. Cependant dans les termes économiques et politiques propres à chaque pays, la plupart des problèmes auxquels sont confrontés les salariés en France, se retrouvent dans l’ensemble du continent.

Ces problèmes ne trouveront de solution durable qu’à cette échelle, mais c’est en s’affrontant au gouvernement et au patronat chez eux que les salariés de chaque pays dégageront des réponses qui peuvent ensuite leur devenir communes.

Le problème lancinant auquel les travailleurs sont confrontés immédiatement est celui de l’accroissement accéléré du chômage. La question de l’emploi et de son niveau était déjà posée de façon assez centrale lors du combat contre la « réforme des retraites » du printemps. Avant d’être distribuées, « réparties » entre les membres de la société, il faut que la richesse ait été préalablement produite. Ainsi le niveau de l’emploi et l’évolution du taux de productivité du travail sont des facteurs cruciaux dans la détermination du montant du produit national qui permettra de payer les retraites. La même chose vaut pour le financement des dépenses de santé qui repose directement sur le niveau de l’emploi dans le système français.

Mais en cet automne 2003, il ne s’agit plus seulement de défendre les conditions d’existence quotidiennes de demain. Ce sont celles d’aujourd’hui qui sont menacées de plus en plus gravement. Depuis août le chômage s’étend comme un fléau qui frappe et qui va frapper encore plus un nombre croissant de familles. L’accélération brutale des plans sociaux, la multiplication de situations où les propriétaires d’entreprises ont profité des congés pour disparaître et surtout l’annonce de très importants licenciements dans le secteur privé (Alstom, etc.), comme de très nombreuses suppressions de postes à la SNCF et dans la fonction publique par non remplacement de celles et ceux qui partent à la retraite, font du chômage effectif comme de la peur du chômage qui veut arriver à tout moment, la question centrale à laquelle les salarié(e)s doivent répondre.

La dégradation accentuée de la conjoncture économique internationale et française combinée avec l’arrivée à maturité de processus (tels que « l’élargissement à l’Est ») lancés depuis longtemps, donnent aujourd’hui à la montée du chômage un caractère mécanique. Celui-ci devient une composante de la situation politique et oblige chacun à définir où il se situe. L’annonce à grands renforts de publicité de la signature par la CGT de l’accord sur la formation professionnelle, accompagnée d’informations fournies par les intéressés eux-mêmes sur les « relations privilégiées » entre Bernard Thibaut et le ministre des Affaires sociales du gouvernement Raffarin, François Fillon a donc valeur de symbole. La signature de FO et de la CFDT était attendue. Dans le cas de FO pour essayer de maintenir la fiction d’un « cadre contractuel » avec le MEDEF qui échapperait à l’intervention de l’Etat. Dans celui de la CFDT en tant qu’expression de plus du syndicalisme « d’accompagnement » qui défend ce qui peut l’être dans le cadre d’une « mondialisation inévitable ». Ayant donné en mai son accord au gouvernement Raffarin sur les retraites et signé seule en juin l’accord avec le MEDEF sur le statut des intermittents, la CFDT ne pouvait que signer l’accord sur la formation professionnelle. Le fait nouveau est donc la signature de la CGT. Celle-ci apporte son appui à Raffarin au moment où en dépit des médias, les sondages montrent que les gens rejettent sa politique et pensent que son gouvernement est en perdition. Dans le cas où Chirac se verrait obligé de changer d’équipe, Thibaut fait aussi savoir qu’il a les meilleurs rapports possibles avec l’un des principaux « premier-ministrables ».

Accroissement accéléré du chômage,  
libre jeu des lois du profit, déréglementation

[Retour à la table des matières](#tdm)

À plus d’un titre, l’extension très rapide du chômage n’est pas le résultat d’un plan concerté. Elle n’est pas « voulue ». Elle ne l’est certainement pas par le gouvernement Raffarin, qui la subit à sa manière comme une calamité politique. L’extension très rapide du chômage est le résultat de mécanismes qui illustrent ce qu’on nomme au sein du mouvement alter-mondialiste, « l’autonomisation de l’économie face à la société ». Ces mécanismes sont inhérents au mode de production capitaliste. Marx les désignait comme « les lois aveugles de la concurrence capitaliste » où chaque entreprise prend les décisions qui lui paraissent être dictées par la maximisation du profit et la survie face à la concurrence des autres. Après avoir été contenus passagèrement dans des conditions historiques très particulières, ces « lois aveugles », ces mécanismes « d’autonomisation de l’économie » ont été de nouveau libérés par les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation. Impulsées à partir de Washington et de Londres, celles-ci ont été relayées en Europe fort efficacement par les institutions de l’Union européenne - la Commission européenne et depuis l’euro la Banque centrale européenne, mais aussi, ne l’oublions jamais, le Conseil des ministres.

Aujourd’hui les entreprises considèrent que la maximisation du profit et leur survie face à la concurrence, leur dictent de délocaliser leurs sites de production vers les pays à bas salaires et à faible protection sociale ainsi que de réduire l’emploi même dans les sites qu’elles conservent. A partir du moment où les politiques de libéralisation et de déréglementation les y autorisent, encore plus depuis que « l’élargissement à l’Est » de l’Union européenne a été décidé, les entreprises ne s’en privent pas. Le Medef encourage les délocalisations vers la Pologne, la Tchéquie ou d’autres pays ex-soviétiques en estimant que le rappel de la réalité des rapports capital-travail propres à la mondialisation permettra d’en finir avec les 35 heures tout en conservant les avancées considérables obtenues dans la déréglementation des heures de travail lors des lois Aubry. Chaque entreprise agit pour son propre compte, le résultat final étant cette avalanche de plans sociaux qui se traduisent immédiatement par une baisse de la consommation populaire. Puisque le système fiscal français a comme assiette principale la TVA et d’autres impôts indirects dont le montant est étroitement lié au niveau de l’activité économique, et que le gouvernement Raffarin, après celui de Lionel Jospin et de Laurent Fabius, va baisser de nouveau les impôts directs, le déficit budgétaire se creuse automatiquement. Surgit alors la « nécessité » de procéder aux suppressions d’emploi dans le secteur public afin de limiter l’importance des « atteintes » au Pacte de stabilité de Maastricht et d’Amsterdam. C’est ainsi qu’une spirale infernale s’est mise en marche, de chute cumulative de la production, de la consommation et de l’emploi.

L’un des traits de la situation économique mondiale est la multiplication, pas seulement en Europe mais aussi en Amérique latine et en Asie, de situations nationales marquées par des enchaînements cumulatifs « vicieux » de ce type (« vicieux » est le terme employé par les économistes eux-mêmes) ainsi que leur interaction à l’échelle d’un ensemble de pays régional ou continental. Loin de pousser les gouvernements, les partis politiques « responsables » dans le sens d’une analyse critique des causes de cet état des choses, elle chez eux nourrit une approche à la conjoncture économique mondiale dans laquelle « en dehors des Etats-Unis point de salut ». Ils font reposer la fin de la récession sur ce que feront ou ne feront pas les Etats-Unis, notamment la Banque centrale (la Fed) et son président Alan Greenspan. L’absence radicale d’autonomie économique de l’Europe face aux Etats-Unis est une composante essentielle intégrante de cette situation où le gouvernement Raffarin, au même titre que tous les autres, n’a plus de prise sur les paramètres qui commandent la production et l’emploi. La Commission européenne n’en a que faire : au contraire c’est l’occasion pour elle de faire sentir le pouvoir très grand qu’elle tire, tant des règlements instituant la libéralisation que les Etats ont approuvés à un moment ou à un autre et du transfert de compétences qu’ils ont accepté, que de son caractère d’institution relais de la déréglementation, de la privatisation et de la mondialisation.

Les mesures d’austérité budgétaire qui paraissent devenues « indispensables » du fait de déficits budgétaires ont toujours été des leviers majeurs du démantèlement de l’enseignement, de la santé et de l’ensemble des administrations sans lien immédiat avec le maintien de l’ordre. C’est vrai en Europe comme ailleurs dans le monde. Les périodes d’accroissement des déficits sont celles où la déréglementation et les privatisations paraissent « s’imposer » aux gouvernements pour des raisons financières autant que par croyance idéologique. La Banque centrale européenne (BCE), les Banques centrales de chacun de pays de l’Union et la Commission européenne sont peuplées de fonctionnaires, économistes et juristes, qui ont été formés dans la doctrine néo-libérale à un degré qui les empêche d’agir en dehors de celle-ci. Dans la situation de crise politique interne et de fin de règne qui sévit à Bruxelles, ces appareils politico-idéologiques ont l’initiative, sinon les mains libres. Ils ont notamment comme porte-parole des Commissaires tels que Mario Monti, Commissaire à la concurrence, gendarme chargé d’interdire les « retours en arrière » vers la propriété d’Etat, Pedro Solbés, le Commissaire chargé de veiller à ce que le Pacte de stabilité et les « critères de Maastricht » soient respectés. Mais les positions d’un Pascal Lamy, Commissaire au commerce extérieur et négociateur à Doha et Cancun traduisent aussi le poids de ces appareils, comme celui des lobbies industriels et financiers avec lesquels ils marchent la main dans la main.

Seule l’action propre des travailleurs  
peut « interdire les licenciements »

[Retour à la table des matières](#tdm)

L’hebdomadaire de la LCR, Rouge a titré le 11 septembre « Interdisons les licenciements ». Il y a trois ans, c’est un mot d’ordre voisin mais quand même différent, que le mouvement social et les militants syndicaux les plus actifs, avait adressé au gouvernement - en l’occurrence celui de la Gauche plurielle - réclamant de lui une « loi interdisant les licenciements ». Un pas a donc été franchi par la LCR. Il serait important que le changement de mot d’ordre traduise plus, ou très exactement tout autre chose, qu’un constat de changement de gouvernement et qu’il exprime les traits nouveaux fondamentaux de la situation politique. Le mot d’ordre « Interdisons les licenciements » aurait alors une fonction plus forte que de servir simplement, comme dans le numéro 2030 de Rouge, de support à la suggestion que « l’heure est à une grande manifestation nationale contre le chômage et les licenciements ». Il exprimerait les traits spécifiques de la situation politique française et pointerait vers le type d’action politique qui pourrait modifier l’état actuel des rapports entre le capital et le travail. Il énoncerait le fait qu’il n’y a plus que les travailleurs qui puissent par leur action propre créer les conditions pouvant conduire à l’interdiction effective des licenciements. Un pas politique qualitatif aurait alors été franchi. Ce pas est à notre portée - le « nous » englobant l’ensemble des militants anti-capitalistes, qu’ils soient ou non membres des organisations d’extrême gauche. Il exige simplement qu’on sorte du piège du champ de la politique « officielle » formé par les partis (ou leurs débris), les journalistes politiques autorisés et les médias. Il suppose de cesser de passer son temps à voir ce que les dirigeants des anciens partis ouvriers pensent, à supputer s’ils sont d’accord, même un petit peu, avec telle ou telle initiative. Aujourd’hui le seul front qu’il importe de constituer est celui qui nous liera à celles et à ceux qui ont mené les grèves de mai et juin 2003 ainsi que le combat des intermittents, comme à celles et à ceux du privé qui ne sont pas entrés dans le combat avant l’été, mais qu’une étincelle - inutile de tenter de dire laquelle - va appeler à l’action.

Une succession d’articles dans Carré Rouge, dont celui de Charles Jérémie dans ce numéro, ont expliqué les raisons qui font qu’il n’y aura plus « d’alternance » comme encore lors de la victoire du PS emmené par Lionel Jospin en 1997, donc plus de gouvernement de « gauche » auquel réclamer une loi sur les licenciements (ou tout sujet analogue). Le Parti communiste s’est effondré sous le poids combiné de son héritage stalinien et de stratégies visant à lui trouver une place sur un terrain à peu près identique que celui du Part socialiste. Personne venue de la direction du PCF n’a pu tirer un bilan du stalinisme qui ouvre en même temps vers une perspective révolutionnaire. On a surtout entendu des mea culpa piteux adressés non à la classe ouvrière ou aux militants victimes des chasses aux sorcières et des assassinats organisés ou permis par le PCF en application d’orientations staliniennes, mais à la bourgeoisie et à ses idéologues. Le PCF a démontré son incapacité à concevoir son existence autrement que comme « parti de gouvernement », même s’il s’est agi pour lui à ce titre d’aider la direction du Parti socialiste à appliquer le programme de libéralisation et de déréglementation auquel celui-ci est totalement acquis. Robert Hue a récemment repris la parole pour dire que si c’était à recommencer, il le referait. Il dit tout haut ce que d’autres dans ce qu’il reste de l’appareil pensent.

L’effondrement du PCF a eu comme versant positif la décision bien réfléchie de trois millions d’électeurs salariés, chômeurs et jeunes de ne plus jamais permettre aux partis de l’ancienne Gauche plurielle de gouverner en votant pour les organisations d’extrême gauche. Ces électeurs ont tourné le dos aux Verts comme au PS et au PCF. Un nombre à peu près équivalent se sont réfugiés dans une abstention (et parfois dans un vote Front national) que le mouvement anti-capitaliste ne peut ni applaudir ni se satisfaire. On y revient plus loin. Cette situation a la conséquence suivante : le Parti socialiste ne peut plus revenir au gouvernement comme parti dirigeant d’une coalition de « gauche ». Il y reviendra sans doute un jour, mais dans le cas de figure d’une recomposition politique au « centre » à la suite de circonstances politiques radicales où la formation d’un gouvernement d’Union nationale (une « grande coalition ») s’impose entre le PS, François Bayrou et des éléments de l’UMP. Tel est le sens des admonitions de Michel Rocard à « ses camarades » publiées dans Le Mondedu 19 juin lors des vacillations de certains sur la loi Fillon : « à supposer que la gauche doive assumer la réforme (des retraites), nous proposerions à la négociation un cocktail un peu différent des grands paramètres. Un peu, mais certainement pas beaucoup ». Et cela, dit Rocard, pas seulement pour les motifs économiques et démographiques débattus à satiété, mais parce que « le capitalisme a gagné ». Rocard a dit tout haut ce que tous les hiérarques du Parti socialiste pensaient et que Dominique Strauss Kahn et Charasse ont dit clairement eux aussi. Les salariés et les organisations d’extrême gauche ne peuvent plus adresser à de tels dirigeants des demandes de réalisation de revendications transitoires. Le Parti socialiste n’est plus de ceux dont on peut attendre, donc réclamer, qu’il fasse « un pas, si petit qu’il soit, dans la rupture avec le capitalisme ». Les quelques militants qui y restent en sont convaincus. Ils demeurent au Parti socialiste uniquement par ce qu’il n’y a pas encore de perspective claire de construction d’une force politique nouvelle.

Ni Bernard Thibaut (CGT), ni Jean-Christophe Le Guigou (CGT), le principal stratège de l’appareil cégétiste, pas plus que la plupart des dirigeants de la FSU et de Force Ouvrière, sont prêts à faire le moindre pas dans la rupture avec la bourgeoisie. On a vu plus haut le sens de la signature par la CGT, aujourd’hui dans le contexte actuel, de l’accord sur la formation professionnelle. Mais contrairement à ce qui vaut pour les partis, cette appréciation ne règle pas la question de l’activité dans les syndicats et de la politique et des mots d’ordre à l’adresse des directions. En juin dernier les cadres moyens et les militants d’entreprise de la CGT et de FO comme des militants des syndicats Sud et de ceux du groupe des 10 étaient souvent favorables au mot d’ordre de grève générale et certains ont vraiment combattu pour sa réalisation. Ils peuvent donc être entraînés dans un vrai combat pour « interdire les licenciements ». Mais pour cela il faut savoir lequel et donc y voir clair soi-même.

Cesser de se tourner vers l’État   
comme relais des revendications

[Retour à la table des matières](#tdm)

Pour y voir plus clair, il faudrait engager le débat sur deux choses essentielles. La première est le moment que nous vivons dans l’histoire du capitalisme et de la lutte des classes (ou si certains le préfèrent du « combat social ») est marqué par un changement radical dans les rapports mouvement ouvrier-capital-État. Ici je soumets à la discussion la proposition qu’une longue phase de l’action revendicative, voire de l’action politique de la classe ouvrière, est close, totalement close et qu’il faudrait en tirer les conséquences sans regarder en arrière. La phase dont l’apogée s’est situé dans les « trente glorieuses » (1945-1975), au cours de laquelle les réponses réformistes « keynésiennes » ou « étatistes » étaient opérantes, ne peut plus servir de point de repère. Le système économique était fondé sur l’exploitation, mais son fonctionnement était marqué par les rapports politiques entre le capital et le travail issus de la révolution étouffée de 1944-46 - conquêtes comme la Sécurité sociale ainsi que le rôle alors reconnu à un Etat centralisant les ressources disponibles pour l’accumulation. Parce qu’il avait été affaibli économiquement et politiquement le capital n’a pas d’autre choix que de permettre qu’il soit régulé. En échange d’une sauvegarde de la propriété privée des moyens de production, comme principe autant que comme réalité essentielle, il acceptait que des limitations soient apportées à l’exercice de ce droit. Le capital était contrôlé de pour ainsi dire de « l’extérieur » du rapport de propriété, par un appareil d’Etat bourgeois qui réprimait les grèves mais semblait susceptible d’être le relais des revendications ouvrières. Le régime d’accumulation (appelé « fordiste » par les économistes de l’Ecole de la régulation) était résolument tourné vers l’investissement. Son cadre était celui d’une économie nationale ouverte sur l’extérieur, mais encore autocentrée. Même si la CGT comme la CFTC et plus tard la CFDT ont vite accepté la « concertation », la situation était propice à l’action revendicative. Il fallait se battre contre le capital et l’Etat, mais on pouvait être certain que l’action revendicative donnerait des résultats. Pour reprendre le mot bien connu d’un dirigeant de Force ouvrière, il y avait du « grain à moudre ».

Les stratégies syndicales correspondant à cette époque n’ont plus prise sur la réalité. Elles ont été sabordées par les directions syndicales au profit des « politiques d’accompagnement » et du « syndicalisme de proposition ». Celles-ci peuvent seulement conduire les salariés aux pires déboires. Mais elles ne peuvent pas être combattues au nom du retour aux recettes du passé qu’il s’agisse de la « politique contractuelle » ou de l’appel à l’Etat. Le bilan des rapports avec le Medef comme de celui de l’application des deux lois sur les 35 heures doit être tiré. Il faut aussi comprendre le sens d’une décision du Conseil constitutionnel de 2002, passé largement inaperçu parce que rendue en pleine période électorale. Cette décision, qui se réclamait même de la Déclaration des droits de l’homme de 1789, a considéré que plusieurs dispositions de la « loi Danone » posant quelques limites timides sur le droit de licencier portaient atteinte à l’exercice de « la liberté d’entreprendre ». Désormais seul un Etat reposant sur des bases politiques et sociales qui tirent les leçons du stalinisme, mais aussi de l’évolution de la démocratie parlementaire vers un régime oligarchique, pourra transformer les revendications justes des salariés et des opprimés en lois. Comme élément constitutif essentiel de ce changement, l’appropriation sociale devra venir remplacer les tentatives rendues aujourd’hui totalement vaines du fait de la mondialisation pour réguler ou re-réguler le capital de « l’extérieur » des rapports de propriété.

Des gouvernements de l’UMP  
et de l’UDF comme seul horizon ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

La seconde chose qu’il faut mettre en débat dans le mouvement anti-capitaliste porte sur les traits originaux du moment politique actuel en France. Ce que nous soumettons au débat à partir des discussions que nous menons à Carré Rouge, c’est que nous abordons de nouveau l’un de ces moments dans l’histoire sociale française où le blocage politique institutionnel (un horizon sans aucun autre gouvernement autre qu’une combinaison dirigée par l’UMP ou, variante « progressiste » par la démocratie-chrétienne de François Bayrou...) ensemble avec la montée des problèmes quotidiens des salariés et de leurs familles crée une situation politique où couvent les conditions de la rupture. La situation en gestation est de celle qui suscite l’action politique propre des salariés, qui les pousse à intervenir sur un terrain et à propos de questions qu’ils laissent normalement traiter par d’autres, parce qu’ils les leur délèguent et parce qu’ils acceptent au moins partiellement la légitimité de l’ordre établi. Les salariés et les exploités n’ont plus de représentation politique. Du fait des choix qu’ils ont fait et du rejet dont ils sont l’objet, le PS et le PCF n’ont plus cette qualité. Pour autant, parce qu’elles ont voulu rester des « partis d’opposition » aux « partis ouvriers traditionnels », être leur aiguillon et aspirer même à être un jour peut-être leur « aile gauche » gouvernementale (une mouture d’Union de la gauche ressuscitée et bien sûr améliorée), les organisations d’extrême gauche n’ont pas gagné le statut d’organisations assurant la représentation politique des salariés. Elles peuvent toujours le faire. Il leur suffirait d’oser se donner cet objectif et de commencer à chercher à l’atteindre pour modifier la situation très vite sur ce plan comme sur celui de la confiance en eux-mêmes des militants anti-capitalistes et ceux et celles qui les soutiennent. Les organisations d’extrême gauche pourraient apprendre beaucoup de choses très positives de José Bové. Mais cela n’a pas été leur orientation jusqu’à présent.

La situation politique est donc bloquée. Cependant, il n’est rien moins que certain que les salariés et les exploités acceptent de se résigner à ne plus connaître que des gouvernements de l’UMP et de l’UDF. Le jour peut donc venir où une fraction significative des travailleurs français prenne conscience que s’ils veulent un « autre gouvernement », il faudra qu’ils en créent les conditions eux-mêmes. L’hypothèse qui vient d’être formulée se fonde sur le mouvement du printemps et de l’été 2003. La simultanéité des attaques — décentralisation, politique scolaire, loi sur les retraites, annonce de mesures similaires pour l’assurance maladie à la rentrée, atteinte grave au statut des intermittents — a provoqué dans un secteur des salariés la prise de conscience d’être à un tournant de civilisation. Ce sentiment a été une dimension essentielle des grèves et des manifestations dont le mouvement des intermittents a ensuite confirmé l’existence. Il nourrit chez celles et chez ceux qui combattent, la volonté de tenter de surmonter tout ce qui peut diviser face au capital et l’Etat patron. On a noté une tendance plus forte encore qu’en 1995 dans les cortèges venus des banlieues et des quartiers pour les manifestants de se mêler indépendamment des appartenances syndicales ou de défiler derrière les mêmes banderoles. Les enseignants sont allés dans les assemblées des cheminots, des traminots ou des agents de la RATP et inversement. Celles et ceux qui ont été les organisateurs spontanés des grèves de mai-juin ont assisté nombreux en juillet aux assemblées des intermittents. A 150 000 ou 200 000, tous se sont retrouvés au Larzac.

« Que vaut ce système  
s’il ne peut pas garantir l’emploi ? »

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le capital est un rapport social. Il se noue entre ceux qui détiennent la propriété des moyens de production (propriété aujourd’hui de plus en plus concentrée) et ceux qui sont obligés de leur vendre l’usage de leur force de travail, parce que celle-ci est leur possession monnayable - et monnayable en principe de façon continue. La domination de la bourgeoisie repose d’abord sur ce monopole de l’accès au travail et donc au salaire, lequel conditionne à son tour l’accès aux subsistances, au logement, à presque tout. Elle repose ensuite sur le pouvoir coercitif de l’Etat. Mais le recours à cet élément de la domination, surtout lorsqu’il commence être fréquent sinon systématique, traduit invariablement une situation où le capital s’avère de tenir son bout de ce rapport social et d’acheter effectivement la force de travail de tous ceux qui n’ont pas d’alternative que de la vendre. Le pouvoir du capital est donc à la fois très fort et assez fragile. Pour que sa domination soit perçue comme supportable sinon légitime, il faut que les salariés, qui sont l’écrasante majorité de la société, soient convaincus (ou plus ou moins convaincus) dans leur très grand nombre que le système leur offre et surtout offrent à leurs enfants, un avenir, c’est-à-dire une vie à peu près décente.

Les traits particuliers de l’histoire politique et sociale française font que cette conviction n’a jamais été totale et qu’elle s’érode ici plus vite et plus fortement que dans beaucoup de pays. Les manifestations des mois de mai et de juin et la teneur des discussions dans les assemblées de grévistes de l’enseignement et des entreprises du secteur public et plus tard chez les intermittents, ont exprimé une érosion très marquée de la confiance dans le système politique. Aujourd’hui la chute brutale de Jean-Pierre Raffarin et de ses ministres dans les sondages, traduit une diffusion rapide et forte de ce sentiment de perte de confiance vers d’autres groupes de travailleurs. Ce n’est pas uniquement Raffarin qui est touchée par une perte de légitimité. Au-delà de l’action de son gouvernement, c’est la légitimité du capital qui est de nouveau questionnée. Chaque nouvelle annonce de licenciements collectifs ou de plans sociaux, accentuera la question et accroîtra le nombre de gens qui la pose et le nombre de ceux obligés de l’entendre. Que vaut ce système s’il ne peut pas garantir l’emploi ?

Que vaut ce système s’il ne peut pas garantir l’emploi ? Point n’est besoin de l’appui des Verts ou des débris du PCF pour poser cette question sur les affiches et dans les meetings. En revanche il faut être prêt à donner au mois un commencement de réponse aux questions qui surgissent immédiatement dans le prolongement de la première : quels sont les pas qu’il serait nécessaire de prendre pour que l’emploi soit garanti ? Qui devra les prendre ? Sur quels appuis politiques ceux qui agiront pourront-ils compter ? Puisque nous lançons le débat auprès des militants anti-capitalistes, je vais risquer quelques éléments de réponse.

Quel combat politique programmatique,  
préparatoire aux luttes qui s’annoncent ?

[Retour à la table des matières](#tdm)

Je retiens de l’article de Charles Jérémie dans ce même numéro que la démocratie est redevenue une idée révolutionnaire. Son exercice ne peut plus se faire qu’au terme d’un changement politique majeur. La condition et le point de départ en sont de très grandes luttes - des occupations d’usines, la grève générale dont le caractère sera nécessairement très politique. Il faudra qu’elle débouche d’abord sur la formation d’un gouvernement que les travailleurs reconnaîtraient parce qu’ils auraient aidé à le créer. Mais ce changement politique majeur ne pourrait pas être complet sans un renouvellement véritable de la démocratie. Plus haut j’ai dit que le retrait de millions de salariés et de retraités dans l’abstention aux élections n’est pas un fait que le mouvement anti-capitaliste peut applaudir ou le mouvement anti-capitaliste peut applaudir ou dont il peut se satisfaire. Ils ne reviendront aux urnes que s’ils pensent que cela vaut la peine. Une fraction reviendra déjà le jour où les organisations d’extrême gauche mèneront des campagnes les incitant vraiment à le faire par la définition des objectifs à atteindre comme par les formes d’association à l’action qui seraient proposées. Mais l’enjeu ici est encore plus important.

En 1968, le gouvernement de Gaulle a utilisé la tenue d’élections générales pour mettre fin à la grève générale, comme instrument contre la classe ouvrière. La prochaine fois ce sont les salariés organisés qui doivent s’en saisir afin de donner à la grève générale le débouché d’un vrai processus constituant. La démocratie parlementaire est le paravent d’une concentration du pouvoir entre les mains d’oligarchies nationales dans le cadre de rapports internationaux de co-opération/concurrence entre elles. Il faut donc discuter de la manière de refaire vivre au début du 21° siècle, le contenu profondément démocratique, donc révolutionnaire du mot d’ordre de la Constituante souveraine (lequel n’a on le verra, rien à voir avec le « souverainisme », ni celui de Jean-Pierre Chevènement, ni celui assez pitoyable des cortèges de La Libre Pensée). Avant qu’une loi « interdisant les licenciements » puisse être votée et appliquée, il faudra un autre Etat et un gouvernement issu d’un processus démocratique qui posséderait des traits bien différents de ce qu’on nous sert aujourd’hui. L’autre condition pour qu’une telle loi soit votée est que les salariés soient passés à l’action et qu’ils aient occupé les usines où les plans sociaux sont annoncés, de même que celles où le patron a mis les clefs sous le paillasson. La loi qui interdira vraiment les licenciements sera celle qui légalisera des actions des salariés se déroulant précédemment ou parallèlement à l’acte de légiférer, en somme une loi établissant l’appropriation sociale. Elle ne pourrait trouver sa place que dans un cadre politique nouveau issu d’un processus constituant.

Ouvrir un horizon pour les luttes qui se préparent suppose donc de mettre en cause la propriété des moyens de production sur plan politique en attendant de pouvoir le faire dans la pratique. C’est parce que ceux-ci sont entre les mains de propriétaires privés, notamment sous la forme d’actions en Bourse, que les salariés sont privés de toute garantie quant à la pérennité de leur entreprise ou de leur site de production, si performants que soient leur travail et leur productivité. Le combat contre les licenciements s’est heurté de plus en plus clairement à ce fait. En un lapse de temps très court, du cas de Renault-Villevorde on est passé à celui des « licenciements boursiers » chez Michelin, puis chez Lu-Danone, et maintenant à celui proprement époustouflant du projet de démantèlement d’Alstom. Dans le cas de ce groupe et de ses filiales, on a vu d’abord la cession par le gouvernement Jospin des parts de l’Etat. Il y a ensuite eu, sous le coup des ponctions financières faites par les principaux actionnaires (Alcatel et GEC ) ainsi que de décisions managériales prises pour satisfaire les « attentes des marchés », le démantèlement d’un outil industriel parmi les plus développés en France. Face à l’annonce de la faillite imminente du groupe et la disparition de la capacité française de construire des TGV, des turbines et tout une gamme de biens de production modernes, le gouvernement Raffarin a été forcé de tenter de revenir sur la politique de la Gauche plurielle et de rentrer de nouveau dans le capital d’Alstom. Las ! Au regard des règlements européens (ce sont de véritables lois qui l’emportent sur les lois nationales) approuvés par les gouvernements français en Conseil des ministres de l’Union, le retour de l’Etat dans le capital n’est plus possible « juridiquement ». Ceux qui étaient tentés de l’oublier ont vu le Commissaire européen à la concurrence Mario Monti le leur rappeler sans détours. Les dernières années avaient déjà vu par le jeu des CDD et de l’externalisation, la mise au rancart de salariés (ingénieurs, techniciens, ouvriers) très qualifiés porteurs de savoirs technologiques avancés. Cette fois c’est la liquidation totale que prépare Bruxelles.

Un groupe tel que Alstom enferme dans le cadre de la propriété privée, dont la forme est aujourd’hui des titres négociés en Bourse ainsi que des reconnaissances de dette détenues par les banques, les résultats d’un travail socialisé dont les caractéristiques supposeraient une appropriation sociale. Les entreprises qui composent Alsthom sont l’expression d’une coopération vaste et complexe entre travailleurs de différentes qualifications (depuis les chercheurs dans les laboratoires jusqu’aux opérateurs de base). Cette coopération s’organise au sein du groupe pris comme tel, aussi bien que dans les réseaux de firmes plus petites et d’institutions publiques dont les grands groupes captent les connaissances technologiques et incorporent les produits. Les « actifs productifs » d’Alstom comme des autres groupes industriel et des grandes entreprises publiques sont le résultat de l’accumulation des fruits de la coopération directe et indirecte de dizaines, voire de centaines de milliers de travailleurs salariés, ainsi que de financements dont l’une des sources est les impôts (c’est le cas, notamment, pour toute la recherche publique). Le sort de ces « actifs » est soumis au profit, à la rentabilité des titres et au niveau des cours en Bourse.

La défense de l’emploi commence donc, je pense, par une vaste campagne qui mette en cause la propriété privée et affirme le caractère social de la production et de la circulation des marchandises. Le « tout est à nous, rien est à eux, parce qu’ils nous l’ont volé » scandé dans les cortèges doit cesser d’être un mot d’ordre « pour jours de fête » (ou son substitut le jour de « grande manif »). Il faut que les thèmes de l’illégitimité de la propriété privée et du pouvoir donné aux actionnaires et la légitimité au contraire de l’appropriation sociale soient illustrés et concrétisés presque en permanence. Ils correspondent à la situation. La mise en cause pratique de la propriété privée, aujourd’hui boursière, des moyens de production passera presque obligatoirement par les occupations d’usine et par la grève générale à laquelle elles donneront le signal. L’émiettement de l’activité productive, l’externalisation, la sous-traitance - avec la dispersion physique des ouvriers et des techniciens qui en résulte - rendent le déclenchement de ces actions beaucoup plus difficile qu’en 1968. Une intense préparation théorique et politique préalable devient d’autant plus nécessaire. Elle a même une importance critique. Celle-ci n’est-elle pas du ressort du mouvement anti-capitaliste ?

La maîtrise des moyens matériels et des décisions permettant aux travailleurs d’un pays, plus exactement d’un ensemble de pays unis dans un projet commun, d’assurer la satisfaction des besoins individuels et sociaux essentiels sans être soumise à la logique marchande, et de préparer l’avenir repose sur la possibilité d’investir sans être sommé de « s’adapter aux marchés ». L’appropriation sociale des moyens de production et de communication en est l’une des conditions. D’autres conditions concernent le financement des services publics, des hôpitaux, des logements et de la rénovation des quartiers, des écoles, celui de la recherche qui prépare le long terme. Ce financement doit pouvoir être à hauteur de ce qui est considéré comme le chiffrage indispensable au succès de ces dépenses et investissements, sans que les arguments relevant de « l’impossibilité budgétaire » soient opposés aux ministères ou agences publiques qui les proposent. La récupération par un pouvoir politique nouveau des moyens qui permettent le financement des mesures nécessaires pour éliminer le chômage passe donc par une réforme démocratique de la fiscalité, de mesures pour arrêter l’hémorragie de ressources aux marchés financiers au titre du service de la dette et de mesures pour interdire l’évasion fiscale et la fuite des capitaux vers des places financières « sûres » et les paradis fiscaux. N’est-ce pas là également des mesures qui sont du ressort du mouvement anti-capitaliste et sur lesquelles ses militants ont beaucoup travaillé dans le cadre du mouvement altermondialiste ?

Se préparer à la crise politique et aux luttes sociales intenses dont sortirait un gouvernement qui représente les salariés et les exploités, suppose aussi une intense activité d’explication autour des premières mesures qu’un tel gouvernement prendrait pour améliorer tout de suite la vie de ceux qui connaissent quotidiennement la « misère du monde ». La rédaction d’un programme « d’urgence économique et sociale » fait aujourd’hui, comme hier, partie des tâches du mouvement anti-capitaliste : déblocage immédiat d’allocations aux chômeurs établies au niveau que les associations de chômeurs et les syndicats proposeront ; fonds pur les hôpitaux ; travaux dans les logements sociaux et les quartiers. Dans un long travail de 1999, Carré Rouge (voir CR n°10) avait rappelé de façon fort légaliste (un peu trop en relisant le texte aujourd’hui ...), les moyens que le droit public français autorise le gouvernement à employer en situation « d’urgence », notamment le droit de réquisitionner des usines, des locaux, des moyens de transport. Le document rappelait aussi qu’en droit public français, à la différence d’autres pays, le droit de propriété n’est pas un droit absolu.

« Europe des travailleurs »  
et plan d’urgence à l’échelle européenne

[Retour à la table des matières](#tdm)

La situation de blocage politique « institutionnel » fait qu’un gouvernement représentant les salariés et les exploités ne peut plus sortir que de très grandes luttes qui comprendront les occupations d’usine et se centraliseront dans la grève générale. Son émergence ne peut être que « l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes ». Le mouvement anti-capitaliste y contribuera s’il se structure mieux et s’il parvient à lancer un débat le plus ouvert possible sur les vraies questions - celles des revendications et celle des leviers de leur mise en oeuvre dans une situation du type de celle que nous connaissons. Les organisations d’extrême gauche y contribueront, en menant campagne sur les questions et les perspectives du type qui vient d’être esquissé. Elles seraient écoutées et centraliseraient des centaines de milliers de voix de plus que celles qu’elles ont déjà reçues si elles disaient : « voici le programme de gouvernement que nous défendons ; voici les mesures que nous sommes prêtes à mettre en oeuvre aux côtés des travailleurs ; voici ce que nous proposons comme issue politique à la grève générale ». Olivier Besancenot a publié en juin dans Libération un article intitulé « Le parti de la grève générale ». Réécrit comme « parti du programme de la grève générale », c’est un thème à défendre dans les campagnes électorales de 2004 qui contribuerait sans aucun doute à la préparation d’une telle action.

Celle-ci aura comme cadre immédiat la France, mais l’horizon d’un gouvernement représentant les salariés et les exploités ne peut être que « l’Europe des travailleurs » point d’appui pour les luttes partout dans le monde. Le patronat et le gouvernement sont adossés à des institutions européennes où ils se concertent et se coordonnent avec leurs semblables. En mai, sur le perron de l’Elysée, Tony Blair a félicité Raffarin pour son « courage » dans la gestion du « dossier difficile ». Au front commun des gouvernements et des patrons, dont on a vu les profondes contradictions sur la guerre en Irak et le rapport aux Etats-Unis, le mouvement anti-capitaliste et les organisations d’extrême gauche doivent opposer l’Alliance des travailleurs d’Europe. Ils voteront « non » au cas où Chirac et les partis institutionnels se voient contraints d’appeler à un référendum sur la « constitution » et « l’élargissement ». Mais ils doivent aussi donner enfin un contenu à cette « Europe des travailleurs », expression populaire désignant la forme contemporaine des « Etats-Unis socialistes et démocratiques d’Europe ». Cette perspective n’est pas hors de portée. Lors de la guerre en Irak, tout le monde a constaté la convergence des manifestants et des opinions publiques alors même que les gouvernements se déchiraient. Des grèves et manifestations des salariés ont eu lieu en Allemagne, en Autriche, en Belgique et ailleurs contre des réformes des retraites parallèles à celle menée en France. Les réformes ont été imposées comme elles l’ont été en France, mais cela n’invalide pas cette convergence dans les objectifs et les moyens de lutte.

Un gouvernement qui prendrait les mesures assurant le droit au travail égal pour tous, en s’appuyant sur les salariés et les chômeurs, libérerait l’immense potentiel d’aspiration au changement accumulé dans la société française. Il ne serait pas pris à la gorge ni en France, ni en Europe. Logé au cúur d’un continent dont les traditions politiques ont été façonnées par le combat de la classe ouvrière et entouré de pays où plusieurs millions de chômeurs et travailleurs précaires connaissent une situation analogue, un tel gouvernement ne serait pas menacé d’encerclement rapide, mais il se devrait de devenir le point d’appui du combat politique pour « l’Europe des travailleurs ». C’est cette perspective qui nous sépare totalement des « souverainistes » de tous bords. La tenue éventuelle d’un référendum sur la « constitution » européenne de Giscard (référendum en fait assez peu probable en dehors d’une forte bataille politique pour l’obtenir) accentuerait et rapprocherait dans le temps cette nécessité de se démarquer sur le terrain même des rapports entre capital et travail.

La vraie percée politique serait de commencer à élaborer un plan d’urgence à l’échelle de l’Union. La plus pressante des urgences serait de mettre fin à la terrible concurrence à laquelle les institutions européennes, la Commission, la Banque centrale européenne et les gouvernements obligent les travailleurs à se livrer, entre pays mais aussi à l’intérieur des pays, s’ils veulent être employés. La mise en oeuvre effective du droit au travail pour tous et à égalité de conditions est au coeur de la question sociale. Depuis l’Acte unique de 1986 créateur du « grand marché », les grandes firmes ont pu exploiter à fond les différences de salaires, de conditions de travail et de systèmes de protection sociale entre pays de l’Union et pousser à leur nivellement vers le bas. Le processus a été renforcé à Maastricht. Une aggravation de grande ampleur se prépare avec l’entrée des pays de l’Est. Pour bloquer ce processus, l’instauration immédiate d’un salaire minimum garanti européen, la préparation de barèmes européens unifiés par profession et l’instauration de normes communes de protection sociale et de sécurité au travail, sont au nombre des mesures qui seraient à prendre tout de suite.

Il y en aurait d’autres. Le démantèlement du pouvoir du capital et de la Bourse pourrait commencer à être entrepris dans un premier pays, mais il ne pourrait être mené à bien que dans le cadre de l’alliance des classes ouvrières de plusieurs pays. Il exigerait, entre autres choses, de procéder au minimum à des moratoires de la dette publique, avec un service très sélectif qui sauvegarderait l’épargne de certains petits épargnants. Il exigerait l’harmonisation de la fiscalité et la fin des paradis fiscaux continentaux, la Suisse et le Luxembourg en tête. Il supposerait aussi le rétablissement de contrôles sélectifs sur les flux de capitaux et la taxation sur les transactions spéculatives sur les marchés des changes (taxe Tobin). La re-nationalisation du crédit, sur la base de l’expropriation et la mise sous contrôle social du système bancaire devrait aussi être menée à l’échelle européenne, ainsi que le rétablissement du contrôle des mouvements de capitaux : autant de tâches qui supposeraient notamment le contrôle des opérations par les salariés de la banque. Le financement des mesures nécessaires à la satisfaction des besoins essentiels (logement, santé, encadrement scolaire à la hauteur définie par les enseignants eux-mêmes, infrastructures des banlieues, etc.) et l’élimination du chômage nécessitent une politique de crédit fondée sur des priorités sociales et industrielles. Les formes de propriété sociale qui seront nécessaires pour atteindre ces objectifs sont incompatibles avec l’existence de l’actuelle Banque centrale européenne. D’autres institutions seront nécessaires pour que la monnaie unique soit un instrument d’organisation de la production et des échanges au service des travailleurs de toute l’Europe.

Il faut espérer que ces questions soient soulevées et débattues, au moins un peu, lors du Forum social européen de Saint-Denis. En tout état de cause elles font parties des questions que les élections européennes, ainsi que la « constitution européenne » qu’on veut imposer aux travailleurs, mettront au centre du débat politique en 2004.

(Tiré du site A l’encontre)

Fin du texte